

T2137-488-8,00 F



ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

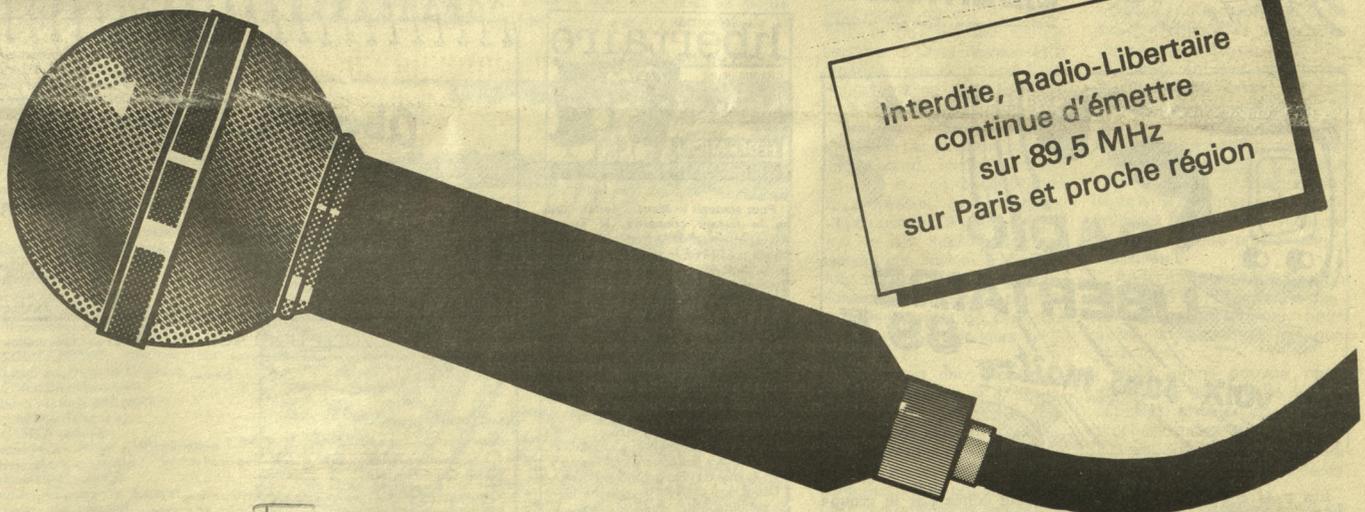
adhérente à l'I.F.A.

N° 488

JEUDI 19 MAI 1983

8,00 F

LIBÉRONS LES ONDES!



Interdite, Radio-Libertaire
continue d'émettre
sur 89,5 MHz
sur Paris et proche région

FP-2520

FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Moutières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.

**PAS UN SOU,
PAS UN HOMME,
PAS 1H DE TRAVAIL
POUR LA GUERRE!**

Pour notre survie
et notre émancipation,
luttons contre la militarisation

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, rue Amélot 75011 PARIS tel 805.34.08

Affiche éditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la FA. Prix : 5 F l'unité (en soutien au groupe éditeur), 0,85 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 64.

MARX
"le ténia
du socialisme"

Les Editions de L'Entr'aide

Brochure éditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste pour le centenaire de Karl Marx. Prix : 15 F.

**RADIO
LIBERTAIRE!**
EN FM 89,5

TEL : 262-90-51

89,5
EN FM!
"C'EST"
"RADIO"
LIBERTAIRE

RADIO LIBERTAIRE, 145 RUE AMELOT 75011 TEL: 262-90-51

**RADIO
LIBERTAIRE**
89,5

la voix sans maître

145, RUE AMELOT 75011 PARIS TEL: 262-90-51

Les trois autocollants ci-dessus ont été édités par le groupe de la FA du 11^e arrondissement de Paris, en soutien à Radio-Libertaire. Prix : 1 F l'unité ; 20 F les cinquante.

COMMUNIQUÉS

- En vue d'une rencontre des libertaires du Puy-de-Dôme et de l'Allier au mois de juin, nous demandons aux lecteurs du ML et aux sympathisants du groupe de Moulins d'écrire soit aux RI soit à l'Association pour une culture libertaire, BP 49, 03400 Izeure.

- Le groupe de Versailles invite tous ses sympathisants à une réunion, le vendredi 3 mai, à la mairie de Versailles, salle Vauchel, à 20 h 30. Deux thèmes y seront abordés : le protocole d'accord Henu/Savary et Radio-Libertaire.

- Un comité de lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary est en voie de constitution à Angoulême. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

- Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

- Vous habitez Chelles, Neuilly-sur-Marne, Gagny ou ses environs. Vous désirez connaître les propositions anarchistes, participer à la lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary ou encore être informé sur Radio-Libertaire : prenez contact avec le groupe Sacco-Vanzetti. Pour tout contact : P. Bedos, BP 44, 93330 Neuilly-sur-Marne. Vous pouvez également nous rencontrer chaque dimanche, de 10 h à 12 h, à l'entrée principale du marché de Chelles.

- Pour engager un combat quotidien. Afin d'instaurer les fondements de notre organisation à Nice. Si le fédéralisme et la lutte contre l'Etat sont tes projets, n'hésite pas à prendre contact avec les RI qui transmettront.

- Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise, tous les premiers mardis de chaque mois, un exposé-débat pour ses sympathisants. Ces réunions se dérouleront à l'Orangerie du château de la Pacaterie, 11, rue Charles de Gaulle, à Orsay. Réunion-débat le 7 juin sur l'individualisme, l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire.

- Un groupe est en formation à Gray (70 - Haute-Saône). Les libertaires de la région intéressés pour travailler avec lui peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Le monde
libertaire

CHAQUE JEUDI
LE POINT DE VUE
DES ANARCHISTES
SUR L'ACTUALITE.

**FEDERATION
ANARCHISTE** 145 RUE AMELOT 75011

Pour soutenir le Monde libertaire tout en le faisant connaître, le groupe Albert Libertad de la Fédération anarchiste a édité un autocollant (une couleur), disponible à la librairie du Monde libertaire. Prix : 1 F l'unité ; 0,40 F à partir de 10 exemplaires.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

ROCHEFORT

Le jeudi 19 mai, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion-débat sur le thème : *Les Anarchistes et l'alternative*. Lors de cette réunion, un montage audiovisuel sur l'Espagne libertaire vous sera présenté.

ROCHEFORT

Le jeudi 2 juin, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Non aux accords Henu/Savary, non à la symbiose armée-éducation, non à la militarisation*.

AUBENAS

Dans le cadre de la lutte contre le protocole Henu/Savary, le groupe FA d'Aubenas et la Fédération ardéchoise de la Libre Pensée organisent une réunion publique le jeudi 19 mai, à 21 h, salle Marcel-Gimond, à Aubenas. Seront abordés le contenu du protocole et les possibilités de lutte pour son abrogation. Table de presse.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

BESANÇON

Le groupe de Besançon organise un meeting-débat, le samedi 21 mai, à 21 h, sur le thème : *Ni gauche ni droite, l'alternative anarchiste*. Ce meeting sera suivi d'un spectacle, avec la participation du chanteur libertaire Serge Utgeroy. Ce meeting se déroulera à la petite salle du Kursaal.



**RADIO LIBERTAIRE INTERDITE
PAR LE POUVOIR
SOCIALISTE ET COMMUNISTE**
FEDERATION ANARCHISTE

Affiche éditée par le secrétariat de Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, en soutien à R.-L. ; 0,50 F à partir de dix exemplaires. Format : 90 x 63.

Le numéro 4 (du mois de mars) de *Drapeau noir*, journal du groupe de Besançon, est là ! Tout chaud, bourré de contre-informations sur Besançon et sa région. Il est gratuit (pour un envoi postal joindre 2,20 F en timbres).

sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA

PAGE 3
En bref
Extraction d'uranium
Editorial
L'anarchisme à Orsay

PAGE 4
En bref
Les pavés sont à nous
Quand la CFDT licencie...

PAGE 5
Congrès SGEN-CFDT
Paysans en colère

PAGE 6 et 7
Interview de Mathias Lair
PAGE 8
Solidarność toujours debout
Voyage en Chine
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
Radio-Libertaire
PAGE 11
Radio-Libertaria, spectacles...
PAGE 12
De Pouljate à Pinochet
CGT, CFDT, FO : pour une autre démarche syndicale ?

Abonnez vous!

TARIF

	France	Sous plus fermé	Etranger	Rédaction-Administration
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F	145, rue Amélot 75011 Paris
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F	Tél. 805-34-08
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F	

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
à partir du N° _____ (inclus) Pays _____
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Réglement (à joindre au bulletin)
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

• Didier Malot a fait une demande de statut d'objecteur de conscience le 4 juin 1982, demande refusée pour forclusion. Refaite cinq fois, elle a été refusée cinq fois. Le 17 novembre, il est insoûmis. Le 9 mars 1983, il est arrêté et conduit au GRM 5 de Lyon. En passant la visite médicale, il est reconnu apte et est affecté le 10 mars 83 au Groupement d'Instruction 505 RT, quartier Saint-Germain, 38209 Vienne. Refusant de porter l'uniforme et les armes pour des raisons philosophiques, il est soumis à quarante jours d'arrêt, dont vingt d'isolement. Le 20 avril, il est transféré à Varces. Son procès a eu lieu le 18 mai 83 à 9 h (à l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas le résultat). Pour tout contact, joindre M. Malot Jean-Paul, 29, Pré Beray, 03000 Moulins. (Son avocat : M. Ripperat Bernard, 9, place Saint-Bruno, bât. C, 38000 Grenoble, tél. : (76) 21.62.11.

• Thierry Dubuisson refuse tout service civil. Il est actuellement inculpé du délit de désertion au service national. Il comparaitra le 20 mai devant le tribunal de grande instance de Cahors. Il risque de trois mois à trois ans de prison ferme. Durant ces derniers mois, la répression pour ce type de procès s'est particulièrement accentuée. Localement, un comité de soutien s'est constitué : T. Salgues, école, côte de Malaret, 46100 Figeac, tél. : 34.43.11. Venez nombreux pour le soutenir le 20 mai à 14 h, au TGI de Cahors.

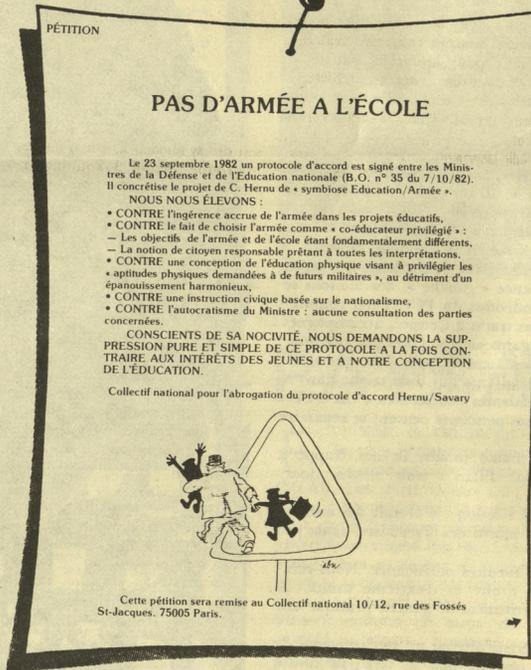
• Le 30 mars 1983, un comité anti-symbiose armée/éducation se constituait sur la ville de Romans. Deux réunions d'informations ont eu lieu, des pétitions circulent. Les organisations syndicales, de parents, d'enseignants ont été contactées. Dans le cadre de la semaine d'action du 16 au 22 mai 83, dix mille tracts seront distribués sur Romans, Valence, Taint-sur-Tournon. Cinq cents affiches seront collées. Le mercredi 18 mai, une animation est prévue sous forme de théâtre de rue, fanfare, etc., dans les quartiers piétonniers de Romans. Le CAS appelle à une manifestation le 18 mai à 17 h 30, au pied de la Tour Jacquemart. Une conférence de presse clôturera cette journée.

• La section syndicale du Syndicat général des affaires culturelles CGT de l'École normale d'Art de Nice vient de dénoncer les dangers du protocole d'accord Henu/Savary. Elle appelle les enseignants et les étudiants à se mobiliser pour l'abrogation sans conditions de ce protocole.

• Un collectif anti-symbiose armée/éducation vient de se créer à Bayonne. Une pétition a déjà recueilli huit cents signatures. Le collectif du pays Basque regroupe à ce jour treize mouvements politiques et syndicaux, et des individuels. Le collectif se réunit à Bayonne tous les mercredis à partir de 20 h 30, à la MJC du Polo-Beyris.

• Un collectif départemental pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary s'est créé dans l'Aisne. Il regroupe : l'École émancipée, le Mouvement antimilitariste et antinucléaire de Laon, le SGEN-CFDT 02, la Ligue des droits de l'homme, la Fédération anarchiste, l'Union pacifiste de France de Château-Thierry et le CEMEA régional. Toutes les personnes et organisations intéressées sont invitées à rejoindre le collectif. Pour tout contact : M. Jennequin P., 5, rampe Saint-Marcel, 02000 Laon (tél. : 23.52.28).

DANS le cadre de la semaine d'action, décidée aux assises nationales de Carmaux (Tarn) du 16 au 22 mai 83, le collectif national pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary — regroupant une trentaine d'organisations et associations, dont la Fédération anarchiste — lance une pétition nationale (voir reproduction du texte recto ci-dessous). Pour toute commande, s'adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, Paris-11* (tarif unitaire de la pétition recto/verso : 39 centimes l'unité).



Pour cause d'uranium, moutons cherchent pension pour un an

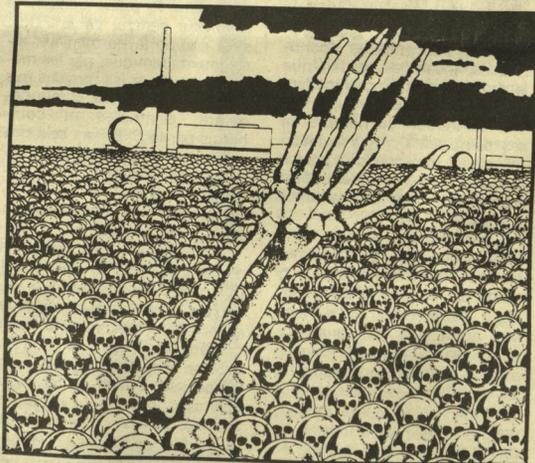
P OUR alimenter nos centrales nucléaires (made in France) en combustible, la société COGEMA prospecte depuis plusieurs années le sol français à la recherche du précieux minéral d'Uranium.

Ainsi, dans la région de Parthenay, dans les Deux-Sèvres, la COGEMA a signé un contrat d'exploitation de cinq ans avec les pouvoirs publics. La première commune touchée sera Saint-Martin du Fouilloux, où le minéral sera extrait à ciel ouvert, à une profondeur de trente mètres sur une superficie de neuf hectares, et ce pendant un an.

Bien sûr, il n'y a pas eu de consultation de la population, ni même d'information sur les nuisances occasionnées par l'exploitation du minéral. Il ne faut pas rêver. Lors des dernières élections municipales, les habitants de Saint-Martin avaient obtenu quelques bribes d'informations des candidats, mais depuis qu'ils sont en place c'est de nouveau le silence.

Quant au petit fermier (éleveur de moutons) à qui des terres seront prises (momentanément), il devra se débrouiller pour les mettre en pension. Peut-être aura-t-il l'idée de les envoyer au siège de la COGEMA ? !

Groupe libertaire de Béziers



Editorial

T OUS ceux qui se souviennent avoir manifesté, il y a dix ans, aux cris de « Chile, Chile, Solidaridad » n'en croient pas leurs oreilles en apprenant que le peuple chilien s'est remis en mouvement contre la dictature de Pinochet.

Des indices existaient déjà. Pour des observateurs attentifs, certains signes ne trompaient pas. Des organisations clandestines s'étaient reconstituées depuis plusieurs années déjà et parvenaient à tenir des réunions. Nous avons eu l'occasion, dans Le Monde libertaire du 3 février, d'annoncer la création du mouvement Pensée et Action socialiste qui se réclame de la pensée libertaire et qui avait élaboré un manifeste au cours d'une réunion nationale tenue en juillet 82 à Santiago.

Dans les entreprises, les syndicats se reconstruisaient. Empêchés par le « Plan laboral » (Plan du Travail) de s'organiser en confédération, ils réussissaient néanmoins à établir des contacts entre eux. L'an dernier, plusieurs groupes déjà existants s'étaient rassemblés pour mettre sur pied une « Commission de rénovation syndicale » dont l'objectif est d'offrir des perspectives aux organisations syndicales de base et d'empêcher que le terrain syndical ne redeviene la chasse gardée des partis, ce qui ne peut que mener à l'immobilisme.

Des estimations qui nous ont été transmises font état de quelques 90 000 travailleurs syndiqués (sur un total de 3 800 000), ce qui donne une idée du développement récent des organisations ouvrières. Les mouvements de protestation publics ne datent d'ailleurs pas de ce mois de mai. Le 22 février dernier, des militants libertaires s'étaient associés à une manifestation pour célébrer le 30^e anniversaire de la centrale unique des travailleurs aujourd'hui dissoute. La réunion avait été dispersée par la police.

La journée du 11 mai restera certes comme une date importante dans un processus qui ne peut aboutir qu'au renversement du régime militaire. La réussite indéniable de cette journée de « protestation civile » (grèves, manifestations, affrontements...) montre combien la société italienne a évolué depuis dix ans.

La dictature a perdu les appuis dont elle bénéficiait parmi les classes moyennes et même parmi une frange importante du patronat. Elle n'a pas été capable en effet de réaliser les progrès économiques qu'elle avait promis. Bien au contraire, la situation économique et financière du pays est devenue catastrophique, au point que les Etats-Unis semblent de moins en moins enclins à soutenir un gouvernement qui défend plutôt mal ses intérêts économiques et qu'ils verraient plutôt d'un bon œil l'engagement d'un processus permettant d'écarter Pinochet sans bouleverser le régime, pour s'acheminer vers le rétablissement de la démocratie parlementaire, de préférence sous le contrôle de la démocratie chrétienne.

En déclenchant une nouvelle vague de répression pour enrayer la contestation, Pinochet pourrait bien jeter de l'huile sur le feu et précipiter sa chute. Le rôle du mouvement ouvrier chilien doit être de faire en sorte que cette chute entraîne celle du régime tout entier et fasse place à une société nouvelle.

L'ANARCHISME À ORSAY

S AMEDI 23 avril a eu lieu, à la MJC d'Orsay, la projection d'un montage audiovisuel, traitant de l'histoire et de l'actualité de l'anarchisme. Cette réunion était organisée par le groupe Emile Pouget (vallée de Chevreuse) de la Fédération anarchiste.

Suite à la projection, le débat s'engagea sur plusieurs points ; tout d'abord, une clarification fut faite sur notre conception du processus révolutionnaire, afin de parvenir à la concrétisation de nos théories, tout en sachant que finalement des notions comme violence ou non-violence ne dépendront pas des travailleurs, mais de ceux qui voudront maintenir leurs privilèges.

D'autre part, nous avons réaffirmé la nécessité de la formation et de l'information des individus dans le cadre d'une société libertaire, de manière à ce que chacun ait accès à la connaissance et non pas seulement une poignée de techniciens comme c'est le cas aujourd'hui.

Périodiquement, le problème des groupes armés nous est présenté, et si en 1978, lors d'un meeting, nous avions dénoncé les conceptions et les actions de la bande à Baader, cette fois-ci c'était au tour du groupe « Gdansk-Bakounine » ! Les anarchistes ont, au cours de leur histoire, expérimenté le terrorisme ; aujourd'hui, nous en avons tiré les leçons et savons bien que dans l'état actuel des choses le terrorisme ne nous mènerait qu'au renforcement de l'Etat et à notre propre marginalisation.

Après notre première réunion qui traitait de l'Espagne, la deuxième de l'anarchisme, nous avons nous montrer tels que nous étions.

Nous allons pouvoir nous attacher à des situations plus actuelles, c'est pourquoi notre prochain rendez-vous à la MJC d'Orsay aura lieu le samedi 25 juin, sur le thème des accords Henu/Savary.

Groupe E. Pouget (gr. de la Vallée de Chevreuse)

en bref...en bref...

• Le congrès départemental de Paris de la FCPE (fédération de parents d'élèves) s'est réuni les 16 et 17 avril 83. Le premier objectif de cette fédération est la défense des enfants dans l'intérêt de tous, c'est-à-dire exiger non seulement un enseignement de qualité, mais aussi que les jeunes bénéficient d'un environnement éducatif qui permette l'épanouissement de leur personnalité en même temps qu'une formation de haut niveau. Le congrès a mandaté le conseil d'administration pour obtenir diverses revendications dont notamment l'abrogation immédiate du protocole d'accord armée/éducation.

• Objecteur depuis 1978, Christian Bourillon a comparu en correctionnelle le 28 avril 83, à Saint-Gaudens (Gironde). Lui et ses témoins (objecteur insoumis, objecteur insoumis régularisé après l'amnistie, militant pacifiste...) ont eu des difficultés à s'exprimer face au réquisitoire du procureur notamment, qui se qualifia lui-même d'antimilitariste (sic !), traitant les réfractaires d'enfants gâtés profitant des luttes menées par ceux qui ont fait que l'objection de conscience est un droit. (Même que M. Heru est insoumis et que les antimilitaristes sont payés par la sécurité militaire). Le verdict sera prononcé le 26 mai, à 14 h. Le procureur a demandé le minimum (deux mois), assorti ou non de sursis. Vu la sévérité des peines prononcées actuellement, une mobilisation s'impose pour soutenir Christian. Vous pouvez dès à présent prendre rendez-vous le 26 mai et téléphoner au tribunal : (61) 89.19.64 et 89.56.55, et écrire à Christian Bourillon, « Comminges, 31160 Aspet.

• Radio Pais, radio libre de la région toulonnaise organise un gala de soutien, le samedi 4 juin, à 16 h, à l'amphi 400 de l'université de la Garde. Au programme : chansons, jazz, rock, musique occitane, etc. Pour tout renseignement : (94) 63.28.60.

• Amnesty international manifestera le 28 mai 83, à partir de 15 h, à Nice, pour dénoncer les assassinats politiques perpétrés par les Etats.

• Une pétition de soutien à Bernard Jaudon est disponible. Bernard est objecteur de conscience, insoumis à l'Office national des eaux et forêts. Il avait été condamné à six mois de prison ferme le 25 mars par le tribunal de Chalon-sur-Saône. Pour tout contact : Catherine Coutier, Vieux Château Marigny, 71690 Mont-Saint-Vincent.

• Les 21, 22 et 23 mai auront lieu des rencontres sur le thème : « Interrogations sur la technologie » dans la perspective d'une société égalitaire, à l'initiative de l'Association pour la diffusion de l'information et de la culture (ADIC). Ces journées auront lieu au château de Ligoure, à côté de Limoges (87 - le Vigen). Pour tout contact : ADIC, BP 493, 63013 Clermont-Ferrand.

NÉCROLOGIE

Gilbert nous a quitté. Pour tous ceux qui l'ont connu à Carrare, depuis qu'il y travaillait à l'imprimerie, ou bien ailleurs, il laisse un grand vide.

Nous saluons le compagnon et l'ami dont la gentillesse et la galté ne quitteront pas notre mémoire.
Groupe Proudhon (Besançon)

LES PAVÉS
SONT À NOUS !

La rue se réveille, mais le réveil a deux sonneries : les bourgeois battent le rappel de leurs troupes (pas très fraîches d'ailleurs) et font de leur mieux pour imiter les bâtisseurs de barricades des années 68, 76 et 80 ; et d'autres... des « gauchistes » et des libertaires se partagent les rues qui restent... Tout ce bruit autour de la réforme courageusement pondue par Savary et son fidèle comparse Schwartz.

Les facs de droit (et de droite) ont pour mot d'ordre : « Non à la réforme », « Démission de Savary », qu'ils saupoudrent allègrement de slogans racistes : « Allez vous occuper des bougnoules d'Aulnay, nous, on est des étudiants français » !

Les autres s'organisent autour de la fac fortifiée de Jussieu — architecture médiévale actualisée, avec fossé circulaire, mais sans eau.

Les syndicats n'ont pas une position claire, c'est le moins qu'on puisse dire. A l'intérieur de la tendance « gauche », des tensions se créent. Le jeudi 5 mai, quelques individus du PCI (Parti communiste internationaliste) distribuent des tracts à Censier, accompagnés de plusieurs nerfs. Après plusieurs regards aussi sombres que primitifs, ces charmants jeunes gens ont violemment frappé, avec préméditation et sans motif valable, trois étudiants qui discutaient dans le hall. La scène était digne des précédentes « descentes » du GUD (extrême droite). Comme quoi certaines personnes peuvent se rejoindre sur certaines méthodes... fascistes.

Avec un acharnement et une cruauté inouïs, ils ont frappé à coups de pieds les étudiants au sol. Bilan : trois blessés, dont deux envoyés à l'hôpital.

Le lendemain, la justification suit l'action : « C'était des autonomes... ». Et alors... En fait, c'était plutôt des libertaires, mais peu importe.

Le climat est très chaud dans les facultés parisiennes. Nous refusons l'amalgame avec les gens de droite et d'extrême droite, de même que nous refusons qu'un gouvernement de gauche pratique une politique de droite.

La réforme de l'enseignement supérieur prévoit un renforcement de la sélection et l'entrée massive des patrons dans les facs ; ils auront un droit de regard sur les programmes et les débouchés.

Nous, au contraire, nous voulons une fac ouverte à tous et qui satisfasse les besoins des individus, et non ceux de la Nation.

Une étudiante



QUAND LA CFDT LICENCIE...

La Fédération générale Services-Livre (FGSL) a longtemps servi de fédération fourre-tout qui avait pour charge d'affilier tous les syndicats qui ne trouvaient pas place dans une autre fédération. Cela a donné une fédération dont le champ d'activité était immense et trop diversifié, ce qui nécessitait l'existence, parallèlement aux liaisons habituelles entre syndicats et fédération, de structures par branches d'activité.

Une nouvelle définition des champs d'activité était souhaitable et l'étude d'une partition de la fédération était envisagée depuis longtemps. Seulement une telle décision doit normalement relever des intéressés eux-mêmes, à travers les congrès de la fédération. Les deux secteurs Livre et Papier-Carton souhaitaient depuis toujours faire partie de la même fédération. Malgré cela, le bureau national confédéral du 21 décembre 1982 tranchait : le Papier-Carton serait affilié à la FUC (chimie) et le Livre à la FTIAAC (information et audiovisuel) !

Les syndicats concernés ont aussitôt dénoncé l'arbitraire de cette décision. En effet, l'article 5 des statuts confédéraux prévoit cette intervention confédérale, mais uniquement s'il s'agit du rattachement d'un syndicat à une fédération. Or, il s'agit là du rattachement d'une

branche entière. Mais la confédération n'a pas admis la différenciation... En revanche, lorsque les syndicats concernés, s'appuyant toujours sur l'article 5, décidèrent de faire appel de la décision, il leur fut répondu qu'ils ne pouvaient pas faire appel puisqu'ils constituaient une branche, et non un syndicat ! L'interprétation des statuts était donc différente selon les cas...

L'affaire s'est corsée lorsque, devant une telle attitude, J.-P. Anselme, permanent de la FGSL et responsable de la branche Papier-Carton, prit fait et cause pour la branche qu'il représentait. La fédération décida alors de s'en débarrasser... en le licenciement pour raisons économiques, jouant sur le fait que le rétrécissement du champ d'activités de la FGSL impliquait une diminution du nombre de ses permanents. Argumentation fallacieuse puisque ces postes pouvaient parfaitement être transférés d'une fédération à une autre.

C'est d'ailleurs ainsi qu'en a jugé le conseil des prud'hommes statuant en référé. Ce jugement, rendu par un juge CFDT, mériterait de prendre place dans une anthologie de l'anarcho-syndicalisme. Citons-en quelques extraits : après avoir examiné les statuts de la fédération, il en conclut « que seul le congrès souverain peut défaire ce qu'il a fait (...), que, parfois de manière fausement et abusi-

vement hiérarchique, dès la fin de chaque congrès, le pouvoir de celui-ci s'émiette, s'éparpille, se ventile et se voit finalement approprié par les plus habiles, les plus forts ou les plus démagogues, parfois par un petit groupe mené par un seul qui, s'élevant dès lors en dirigeant solitaire, exercera jusqu'aux approches du prochain congrès, souvent de manière impérative, voire autoritaire, un pouvoir très centralisé n'ayant plus rien de commun avec la volonté exprimée par la base des syndiqués représentés au congrès de la fédération ». Et enfin, le plus beau morceau : « Il apparaît que, dans le présent litige, le secrétaire général de la FGSL s'est comporté de manière absolument identique, par les motifs invoqués et les moyens mis en œuvre, avec les comportements, contestés et combattus par la CFDT au sein des entreprises comme au plan juridique et judiciaire, d'un patronat de combat. »

Naturellement, la fédération a fait appel du jugement...

En attendant, les partisans d'Edmond Maire se sont mis à dos une branche entière (le Papier-Carton) qui suivait jusque là inconditionnellement la ligne confédérale. Au point qu'on peut se demander ce qui a pu les pousser à faire un tel coup de force, tout autant contraire au fonctionnement démocratique qu'à l'intérêt tactique de la majorité confédérale. Sans compter

que, avec la partition de la FGSL, devenue Fédération commerce-services, le poids de l'opposition au sein de la nouvelle fédération va singulièrement augmenter. Le prochain congrès confédéral pourrait bien apporter quelques surprises à son secrétaire général, Yves Lichtenberger (vous vous souvenez ? celui dont certains faisaient le « dauphin » de Maire et qui n'a pu être élu au bureau confédéral au congrès de Metz...).

L'affaire s'envenime d'autant plus que les sept syndicats contestataires de la région parisienne (bureaux d'étude, commerce de Paris, services, hôtellerie-tourisme, livre, papier-carton) ne se sont pas arrêtés à ce simple refus d'un licenciement. Ils ont lancé une initiative appelant à manifester le 1^{er} Mai derrière une banderole « Pour une autre démarche syndicale » ; ils ont été rejoints par vingt-huit autres syndicats issus de l'opposition qui s'était formée au congrès confédéral de Metz sous l'appellation de « forum ».

Cristallisée autour d'une affaire apparemment sans grande importance, l'opposition interne à la FGSL se développe en débouchant sur la recherche d'une alternative à la politique confédérale. La bureaucratie s'est découverte.

Gil et Alain

Congrès du SGEN-CFDT

DU 16 au 21 mai se tiendra le congrès du SGEN-CFDT à la Rochelle. Congrès important à plusieurs égards. D'abord parce que le SGEN est la seconde organisation syndicale dans l'Education nationale, avec plus de 70 000 adhérents. Ensuite, c'est le premier congrès national du SGEN depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (le précédent date de mai 80) ; c'est également le premier congrès fédéral d'une organisation CFDT depuis les mesures de rigueur. Enfin, ce sera l'instant de vérifier dans quel sens vont finalement les nouvelles structures mises définitivement en place l'an dernier et qui transforment le SGEN-CFDT en une fédération CFDT des SGEN — pour reprendre l'expression consacrée — basée sur une fédéralisation des structures sensées permettre de relations plus directes entre les adhérents et l'appareil.

Pour ce qui est du positionnement de la direction du SGEN-CFDT face au nouveau pouvoir issu du 10 mai, force est de constater que, tout comme l'ensemble de la stratégie syndicale de la confédération, on est passé d'une opposition quasi systématique à toute décision ministérielle à une stratégie de réalisme socio-économique et à une volonté de se montrer sous un angle de proposition, dans le cadre du changement amorcé depuis l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée.

Le langage des dirigeants du SGEN, fédération « remuante » et gauche à l'intérieur de la CFDT, a alors opéré un virage évident, pas seulement pour le militant, mais aussi tout simplement pour le lecteur de la presse syndicale.

On s'est voulu constructif, réaliste, propositionnel, tout ceci s'inscrivant dans une stratégie de force de changement sur le terrain, en relais du gouvernement. Ne pas gêner le gouvernement de gauche en butte aux attaques du grand capital et du dollar ; on connaît le refrain.

Concrètement, cela s'est traduit par un manque de réaction quasi total face aux rentrées scolaires catastrophiques (automne 82 par exemple), par une mise en veilleuse de l'action revendicative au profit de discussions, de concertations entre le ministère et le sommet du syndicat. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le SGEN de se faire avoir dans sa négociation à propos de l'inspection.

Cette lutte anti-inspection (cf. ML de janvier), s'inscrivant dans une lutte anti-hiérarchique et de transformation des rapports dans l'école, a été l'un des seuls mots d'ordre réellement offensifs repris par la direction nationale. Les réactions de Savary (maintien de l'inspection et blocages administratifs des contestataires devaient aiguïser et radicaliser un peu une lutte que certains tendaient à voir déjà gagnée. Le slogan de la direction du SGEN n'était-il d'ailleurs pas « en finir avec l'inspection », comme si l'on se trouvait à un moment d'agonie de cette inspection ?

Hormis donc cette lutte anti-inspection sur le terrain, relayée par elle, la direction s'est bien gardée de choquer le ministère sur un certain nombre de points où un minimum d'indépendance syndicale et une réelle défense de l'intérêt des travailleurs auraient dû l'y pousser.

Quant au protocole d'accord Henu/Savary, il aura fallu une bonne pression de la base et une prise de position claire et nette de nombre de syndicats départementaux pour pousser les dirigeants nationaux à adopter au cours d'un Conseil national de mars une motion anti-protocole (six mois donc parution au *Bulletin officiel*) !

Les réactions face aux mesures d'austérité s'inscrivent dans cette logique, et il n'est bien sûr pas question pour la direction nationale du SGEN, pas plus que pour le reste des bonzes de la CFDT, de contester sur le fond des mesures que le secrétaire général lui-même réclamait sur les marches de l'Élysée. Là aussi, la base traîne les pieds tel l'exemple du SGEN Maine-et-Loire qui, réuni en conseil syndical à Angers, souligne le décalage entre les réactions confédérales et les mesures, rappelle qu'une fois de plus l'armée en sort intacte ou presque et rappelle son opposition à toute gestion de la crise. D'ailleurs, pour tout dire, la question salariale a été l'une des dernières préoccupations du SGEN au moment où le pouvoir d'achat des fonctionnaires se trouvait dans la ligne de mire du gouvernement Mauroy.

Derrière toutes ces considérations et cette stratégie, il y a une ligne directrice bien évidente, que l'on retrouve dans la confédération, c'est une volonté de « participer activement au changement » ; miroir aux alouettes grâce auquel, derrière les arguments de nouvelle solidarité et de partage des revenus, on tente d'instaurer une gestion de la crise entre les salariés en évitant de poser sérieusement le problème des classes et d'une politique résolument antipatronale.

Cette ligne s'est d'ailleurs parfaitement exprimée lors de la dernière intervention publique de Béghain, secrétaire général du SGEN, qui développait des arguments basés sur une mise en veilleuse du problème des moyens pour parvenir à une réelle transformation de l'école. S'il est réel, et là Béghain n'a pas tort à fait tort, que nombre d'enseignants se cachent derrière ce problème des moyens pour justifier leur conformisme pédagogique, il ne faudrait pas oublier que l'on ne renovera pas l'école avec trente gamins par classe et un enseignant supplémentaire pour trente instituteurs.

Redistribution des moyens, proclame alors la direction du SGEN. Ce qu'il faut traduire par déshabiller Pierre pour habiller Paul, pour éviter de poser le problème du manque de moyens là où il se fait le plus cruellement sentir (les ZUP en particulier), sans prélever sur les écoles plus avantagées.

Tout s'impose donc dans une même logique : éviter de poser les problèmes réels, de contraindre le gouvernement à trouver l'argent là où il y en a pour satisfaire les besoins de l'éducation.

D'ailleurs le texte d'orientation présenté par l'actuel conseil fédéral est d'un flou artistique dans précédent. Il ressemble plus à un rapport abstrait de congrégation philosophique sur l'école qu'à un texte syndical posant un certain nombre d'objectifs à atteindre au cours d'un mandat.

A noter quand même, avant de conclure, à propos de la démocratie syndicale tant revendiquée lors de la mise en place des nouvelles structures de la fédération, que le SGEN Paris nous rappelle, dans une contribution au congrès, qu'un certain nombre de délégués au congrès ont été tout simplement écartés par la Commission permanente. Ils n'étaient pas en effet dans la ligne confédérale.

Un congrès à suivre, donc, pour savoir si le SGEN, syndicat traditionnellement combatif dans la CFDT, continuera son « recentrage » ou si un sursaut permettra à une autre stratégie syndicale de voir le jour. Peu probable, aucune alternative réellement stable et proportionnelle ne s'étant constituée face à la direction sortante.

Patrick (groupe d'Angers)



PAYSANS EN COLÈRE

EN 1969, la FNSEA justifiait les montants compensatoires monétaires (MCM). Les relais locaux suivirent : par exemple, le président de la Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine (35 FDSEA) venait nous expliquer le bien-fondé et la nécessité des MCM. Ceux-ci n'étaient donc qu'un élément comme un autre de modèle agricole dominant. Seulement voilà : aujourd'hui, ils créent une « concurrence déloyale » dans les régions françaises d'élevage, telle la Bretagne d'où est partie la campagne actuelle anti-MCM. Aujourd'hui, le syndicalisme officiel (FNSEA et CNJA) dénonce aussi les MCM (positifs et négatifs), les MCM et rien d'autre !

L'année dernière, la seule revendication était l'augmentation des prix, de manière indifférenciée (à qui ça profite le mieux ?) : il faut bien faire croire qu'on occupe le terrain et qu'on ne se contente pas de la cogestion-concertation avec le ministère, les chambres d'agriculture et les divers conseils d'administration (crédit, mutualité, agro-alimentaire).

Occupation de terrain, donc, mais attention : seuls ! (avec quand même le soutien des marchands d'aliments et autres rapaces de l'agro-alimentaire). D'où l'exclusion du représentant des Travailleurs-Paysans au comité régional anti-MCM ; suite à une action foncière menée contre la SAFER (et donc contre la politique foncière du syndicalisme officiel !).

Il faut dire que les travailleurs-paysans du Grand Ouest (rejoins en cela par la FGA-CFDT et la FNSP (CDJA-56 et FDSEA-44) ne se bornent pas à dénoncer les effets pervers des MCM (primes à l'exportation pour les Allemands et Cie qui ont pour conséquence de faire baisser les prix en-dessous du prix de revient moyen — pour le porc et le mouton, production déficitaire par exemple).

A travers les montants compensatoires monétaires, les travailleurs-paysans dénoncent le modèle agricole capitaliste et les inégalités entre producteurs français. Pour eux, le problème se pose en ces termes : est-ce que les organisations qui se sont battues avec autant de

virulence contre les MCM sont prêtes à en faire autant contre toutes les autres disparités qui règnent sur l'ensemble des productions agricoles ? La suppression des MCM, disent-ils, aurait pour effet de faire prospérer les « gros » et de faire espérer les autres. Rien de plus. Quoi d'étonnant, alors, si on leur refuse la parole à l'assemblée régionale anti-MCM à Saint-Brieuc ? (La CFDT, elle, a fait savoir qu'elle refusait purement et simplement d'y assister).

Pas de danger, en tout cas, que ces critiques soient entendues par le gouvernement. Le Parti socialiste, lui aussi, réclame la suppression des MCM, et rien de plus : casser la baraque ? mais vous n'y pensez pas ! Casser les vitres de la préfecture, c'est préférable, ça évite qu'on se pose trop de questions dans le monde paysan).

L'hypocrisie des militants FNSEA et CNJA évite aussi une véritable remise en question des rapports Nord-Sud. Les paysans du Tiers-Monde doivent subir la « concurrence déloyale » de certains pays exportateurs (la France notamment). Piégés d'une part par le productivisme, ils se voient parfois contraints de produire pour l'exportation (soja, manioc, arachide...) ; d'autre part, les produits importés viennent faire de la « concurrence déloyale » sur les marchés locaux et ruiner l'agriculture locale (1).

Le coup de gueule du « syndicalisme officiel » n'a pour seule préoccupation que de rétablir un libéralisme économique qui soit profitable à certains « chefs d'entreprises agricoles » français (mais aussi et surtout à l'agro-alimentaire), et si certains souffrent vraiment des crises de l'agriculture (dans les secteurs œufs, poulet export, élevages ovin et porcin...) et du « modèle agricole breton » (900 « cas difficiles » en Ille-et-Vilaine pour l'année 1982), c'est sans doute qu'ils sont de mauvais gestionnaires !

Les FDSEA 29 et 56 ont beau vouloir se démarquer de ce langage officiel, elles n'en ont pas moins cautionné ce qu'elles contestent en laissant les FDSEA 35 et 22 et les CDJA bretons empêcher les travailleurs-paysans de faire entendre leurs

critiques au sein du comité régional anti-MCM et lors des meetings de celui-ci. Préfèrent-elles les manifestations brutales « qui desservent l'intérêt général des agriculteurs et marginalisent le monde paysan » (un militant des travailleurs-paysans de l'Ouest devant 1 200 autres à Redon en mars 1982) ?

Ce n'est pas en répandant du fumier devant les sous-préfectures que l'on résoudra les problèmes des paysans quand, dans le même temps, on laisse la SBAFER (SAFER de Bretagne) démenteler des exploitations viables ou les abandonner tout entières à des gens qui n'en ont pas besoin ; quand, dans le même temps, on participe à la politique ingrate de l'agro-alimentaire.

L'anti-productivisme, lui, reste au programme de la CNSTP et à cela une seule politique syndicale convient :

- la lutte sur le terrain (illégal ou pas) ; qui est souvent payante (par exemple l'UDSTP-35 a obtenu d'avoir un stand à la foire de Rennes (Maison de l'Agriculture) après menaces d'une installation sauvage ; elle vient également d'obtenir qu'on lui fasse part de toutes les transactions foncières (c'est important pour les conflits de la terre à venir) en occupant la DDA Direction départementale de la destruction agricole, comme l'appelle Kergrist, le « clown agricole » ;
- la collaboration avec les syndicats paysans proches de la CNSTP partout dans le monde ;
- la lutte conjointe avec le travailleur para-agricole ou de l'agro-alimentaire et le consommateur (ce qui reste souvent à faire).

La CNSTP doit pour cela finir de se donner des structures empêchant l'arrivisme (rotation et partage des responsabilités ; action de la base suivant la triple organisation : locale, régionale, confédérale, et pourquoi pas internationale) et ne pas faillir à son refus de la cogestion.

C'est la seule voie possible pour qu'elle soit efficace.

P.B. (sympathisant)

(1) En fait, les produits « importés » sont parfois produits sur place par des compagnies étrangères qui font ainsi de juteux bénéfices (ils bénéficient de nombreux avantages offerts par les gouvernements du Tiers-Monde, la BUD au Sénégal, par exemple).

POLOGNE

SOLIDARNOŚĆ TOUJOURS DEBOUT !

S I certains pouvaient penser que le syndicat Solidarność était bel et bien mort ou en passe de le devenir, ceux-là en seront pour leurs frais. Les dernières manifestations du syndicat dissout, à l'occasion du 1^{er} Mai, ont montré qu'une partie importante de la population répondait toujours présente aux appels de la TKK, la Commission provisoire de coordination.

Une fois de plus, les galonnés à lunettes noires ont répondu aux aspirations du peuple polonais à coup de matraques et de lacrymogènes.

Le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte du monde du travail réprimé par un Etat qui se prétend précisément le représentant de ces travailleurs, mais qui, dans la réalité, se conduit comme n'importe quel Etat fasciste ; on comprend que certains refusent ici, en France, et même au nom de l'unité syndicale, de défilier avec les apprentis dictateurs de gauche, soutien des Jaruzelski et autres Andropov.

Mais revenons à la Pologne. La situation semble en effet évoluer assez rapidement ces derniers temps, après une période d'hésitations et de doutes au sein de Solidarność. Walesa rencontre secrètement la direction clandestine du syndicat et établit avec elle une analyse de la situation, le 1^{er} Mai se déroule de la manière que l'on sait et, tout récemment, *Les Temps nouveaux*, hebdomadaire soviétique, mettait violemment en garde Jaruzelski et le POUP contre toute détérioration de la situation et les sommait d'accélérer l'œuvre de normalisation, plutôt mal partie, il faut le reconnaître !

Pendant ce temps, les vagues d'arrestations et de condamnations sommaires de militants de Solidarność poursuivent leur rythme quotidien. L'Eglise, le Parti et une partie de Solidarność qui avait misé sur la visite du pape pour calmer les esprits, semblent aujourd'hui redouter une détérioration du climat social qui amènerait à une annulation pure et simple de ce voyage. La TKK elle-même avait pourtant déclaré dans une lettre à Jean-Paul II qu'elle n'entreprendrait aucune action durant sa visite sur sa terre natale. Il est important aujourd'hui pour le Parti de brandir cette suppression de la visite papale comme une menace lorsque l'on connaît la regrettable adhésion de l'immense majorité des Polonais à l'Eglise catholique. De même qu'il est important pour le POUP de montrer que le grand parti frère a toujours les yeux braqués sur la Pologne, au cas où certains tenteraient de se servir du succès des manifestations du 1^{er} Mai comme d'un tremplin pour une grève générale que nombre de militants syndicaux souhaitent depuis longtemps. Cette problématique de la grève générale, qui passe du mythe à la réalité, à court terme selon les militants qui s'expriment dans la presse syndicale clandestine.

La marge de manœuvre reste donc étroite tant pour les marxistes galonnés, qui savent bien aujourd'hui que la normalisation n'est plus qu'un vieux rêve, que pour les structures clandestines de Solidarność, bercée aujourd'hui comme hier entre défenseurs d'une entente avec l'Etat et partisans d'un affrontement généralisé avec le pouvoir.

L'Eglise, qui hier jouait ouvertement les briseuses de grève, semble hésiter.

La situation se tend donc aujourd'hui, comme au printemps de Solidarność, entre deux forces antagonistes, entre l'organisation autonome de la classe ouvrière et une minorité marxiste-léniniste prétendant encore représenter les intérêts du prolétariat, accrochée à ses fauteuils de bureaucrate, à l'ombre des divisions blindées soviétiques.

Aujourd'hui comme hier, il nous faut donc rester vigilant envers ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer, au pays du socialisme prétendu réel.

Solidarność continue d'exister, n'en déplaise aux staliniens zélés ou aux « conseillistes spontex », et, par-delà les intérêts du capitalisme privé à un éclatement du bloc soviétique, sachons apporter une véritable solidarité de classe aux travailleurs polonais dans leur lutte contre les tsars rouges.

Patrick
(groupe d'Angers)



VOYAGE EN CHINE

T OUS les présidents dignes de ce nom (!) ont été reçus officiellement au moins une fois par le gouvernement de la République populaire de Chine. Mitterrand se devant d'obéir à la règle, sous le titre de chef de l'Etat français, ce grand pays manquant à son palmarès.

Accompagné une fois de plus de l'inévitable Jack Lang, sous-ministre de la Culture grassement payé, qui ne manque pas une occasion de se cultiver à moindres frais au nom du peuple français, Mitterrand a donc séjourné en Chine en ce début mai. Ce voyage impliquait des justifications politiques et économiques. Politiques par les discussions avec les hauts dignitaires du gouvernement chinois, dont Deng Xiaoping, discret homme fort du pouvoir, très à l'aise dans son rôle et qui, ironie de l'histoire, a été dénoncé sous la Révolution culturelle comme un des chefs de file de « la clique au pouvoir engagée dans la voie capitaliste ».

Le gouvernement chinois a confirmé ses positions de politique extérieure : tiers-mondisme, nécessité d'une Europe unie et solide face aux grands blocs et, dans l'actualité, le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Le gouvernement chinois est en effet très inquiet des prétentions vietnamiennes à construire une « fédération indo-chinoise » comprenant, outre le Vietnam réuni pro-soviétique, le Laos, déjà « vietnamisé », et le Cambodge, dont la résistance à l'hégémonie vietnamien est animée par un prince héritier en exil en Chine, le prince

Sianouk, et Pol Pot, chef des Khmers rouges et responsable du massacre de centaines de milliers de ses concitoyens lorsqu'il était au pouvoir. Comme la France, la Chine souhaite un gouvernement cambodgien démocratiquement élu, avec comme principaux postulants ces deux grands amis du peuple que peuvent être le prince Sianouk et Pol Pot. Le différend avec Mitterrand provient, aux yeux de ce dernier, de la trop grande importance accordée par le gouvernement chinois à Pol Pot et ses Khmers rouges.

Tout ceci n'est qu'affaire de diplomatie et de discussions de salon, tandis que les peuples indo-chinois subissent une misère et une détresse à la hauteur des visées impérialistes des Etats. On peut se demander l'espèce d'importance accordée aux angoisses du gouvernement chinois d'être pris en sandwich entre l'URSS et un bloc indo-chinois pro-soviétique par les réfugiés cambodgiens qui, sous les obus, se présentent en ce moment sur la frontière thaïlandaise.

Discussions économiques ensuite, car Mitterrand n'a pas quitté la France les poches vides. Balance commerciale en difficulté oblige, il espérait bien vendre à la Chine quelques-uns de ces produits technologiquement avancés dont la France a le secret : armement ou nucléaire, par exemple. C'est raté pour les Mirage 2 000, trop chers pour les Chinois. En revanche, deux réacteurs nucléaires seraient prochainement fournis par la France pour une centrale, près de Canton, ainsi que du matériel de télévision.

Depuis la mort de Mao, la Chine est sortie de son repliement sur elle-même et s'ouvre largement aux technologies occidentales sur la base d'une coopération dans le cadre d'échanges réciproques. Le principe en est relativement simple : le gouvernement chinois crée des « zones économiques spéciales » pour attirer les investisseurs étrangers, fournissant les terrains et la main-d'œuvre, exonérant d'impôts pendant cinq ans les entreprises qui s'installent, les exemptant de droits de douane, leur permettant de réexporter leurs bénéfices sans entrave. En échange, les capitaux étrangers contribuent au développement économique chinois, forment ouvriers et techniciens, ainsi que des gestionnaires.

Le gouvernement chinois revendique le capitalisme d'Etat et Deng Xiaoping a fait sien le mot d'ordre « Devenir riches et puissants ». Un rapprochement sino-japonais de plus en plus effectif, des relations privilégiées à tous points de vue avec la colonie britannique de Hong-Kong (elle sera d'ailleurs alimentée à 70% en électricité produite par les réacteurs nucléaires français de Canton) complètent le tableau.

La Chine de la Révolution culturelle est bien loin... pour le plus grand bénéfice des dirigeants chinois qui abreuvant le peuple d'un flot de verbiage abrutissant et superficiel, et des firmes occidentales qui trouvent là les débouchés qui leur manquent tant.

B. ROUSSELOT

ITALIE

Ré cont

C'

Un groupe depuis de vingtaine de

Dans la population s'nières tentat depuis, ont où l'on com

Le 11 mai « Camp inte non-violents lesquels les détruisant e Douze femm elles ont été

Pendant o tivités. Elles information Sicile orienta d'une occup

Il faut en qu'ils puissent nucléaires de liens.

ITALIE

CO

« C

avait été la le groupe or congrès de chiste italien les 23, 24 e Emilia. Et c' constructif, l'initiative an rations que cents délégués présents or toute la ter congrès.

Après l'im ration orga venue l'anti Rome avec sieurs com et d'études, sentait pour liens une in vérification au cours d Le congrès premier bila cette expéri les modalités mais aussi la situation

Les cama souligné la période de très forte rénières année tégie d'int capable de de « destruc de l'Etat ita

Devant un divers point l'objet d'un Les congrès culièrement timilitarisme problèmes l les modalit l'installation de Comiso n° 486 et a encore sur sibiliser l'op présence d italiennes a

ITALIE

Résistance anarchiste contre la base de missiles de Comiso

C' EST une des rares fois que les anarchistes sont activement présents dans une lutte aussi importante que celle contre l'installation de missiles Cruise à Comiso (Sicile).

Un groupe restreint de compagnons anarchistes a réussi à créer, depuis de nombreux mois, les « Leghe Autogestite » sur une vingtaine de régions aux alentours de la base.

Dans la région, il y a une grande participation active : la population semblerait prête à occuper la base militaire. Les dernières tentatives ont été démantelées par les forces de l'ordre qui, depuis, ont installé à l'intérieur de l'ex-aéroport Magliocco (lieu où l'on compte construire la base) une caserne de « carabinieri ».

Le 11 mars dernier, les autorités sont entrées en force dans le « Camp international de la paix » (créé par des pacifistes et des non-violents, provenant en grande partie de l'étranger et avec lesquels les « Lignes » participent à des actions communes), en détruisant et en brûlant les tentes installées par les pacifistes. Douze femmes ont été arrêtées. Onze d'entre elles étant étrangères, elles ont été expulsées d'Italie après quelques jours de prison.

Pendant ce temps, les Lignes autogérées ont continué leurs activités. Elles mènent actuellement une campagne de contre-information et de sensibilisation dans plusieurs régions de la Sicile orientale : meetings, manifestations, débats, avec l'objectif d'une occupation pacifique de la base de Comiso.

Il faut encourager les camarades des Lignes autogérées pour qu'ils puissent continuer à lutter contre les installations militaires et nucléaires de l'OTAN et de ses complices : l'Etat et les partis italiens.



ITALIE

CONGRÈS DE LA F.A.I.

« C HANGER la société, construire l'anarchie », telle avait été la devise adoptée par le groupe organisateur du XVI^e congrès de la Fédération anarchiste italienne, qui s'est tenu les 23, 24 et 25 avril à Reggio Emilia. Et c'est dans cet esprit constructif, en vue de relancer l'initiative anarchiste de la Fédération que les quelques deux cents délégués et observateurs présents ont œuvré pendant toute la tenue des travaux du congrès.

Après l'importante restructuration organisationnelle intervenue l'année précédente à Rome avec la création de plusieurs commissions de travail et d'études, ce congrès représentait pour les camarades italiens une importante étape de vérification du travail accompli au cours de l'année écoulée. Le congrès a permis de tirer un premier bilan sur la portée de cette expérience et d'en définir les modalités de fonctionnement, mais aussi de faire le point sur la situation politique.

Les camarades de la FAI ont souligné la nécessité (après la période de reflux militant et de très forte répression de ces dernières années) d'établir une stratégie d'intervention militante capable de contrer les projets de « restructuration totalitaire » de l'Etat italien.

Devant une salle très attentive, divers points d'actualité ont fait l'objet d'un débat en profondeur. Les congressistes se sont particulièrement penchés sur l'antimilitarisme ainsi que sur des problèmes bien concrets comme les modalités de lutte contre l'installation de la base militaire de Comiso en Sicile (voir ML n° 486 et article ci-dessus), ou encore sur la nécessité de sensibiliser l'opinion publique sur la présence des troupes militaires italiennes au Liban, et d'en de-

mander leur retrait.

Le problème de l'enfermement carcéral, sa signification sociale et répressive a aussi été au centre d'un échange de vues très enrichissant.

D'autres questions, comme l'attitude des anarchistes face au monde du travail, ont été abordées, mais surtout, le congrès a confirmé la volonté de poursuivre l'effort commencé l'année précédente en vue de développer le potentiel et les capacités d'intervention militante de la FAI en se dotant d'instruments organisationnels et de moyens de propagande adéquates.

La question de *Umanità Nuova* a été une nouvelle fois discutée et il est apparu que malgré la nette amélioration du contenu du journal depuis quelques mois, il fallait encore faire des efforts pour en augmenter la diffusion militante et améliorer sa distribution dans les kiosques. A cet égard, la rédaction de Milan a présenté un plan de restructuration de l'hebdomadaire de la FAI portant à la fois sur ses modalités de financement et sur l'augmentation du nombre de pages dès que possible, en vue d'en faire un outil de propagande efficace, en liaison avec les nécessités du moment.

Sur ce point, comme sur les autres points soulevés, les camarades italiens ont fait preuve d'esprit de maturité et de sérieux au cours des discussions, évitant toutes sortes de polémiques.

Si sur le plan purement quantitatif il apparaît que la FAI doit encore poursuivre son effort, on peut néanmoins constater un net redressement de cette organisation qui semble avoir dépassé le moment de passage à vide causé par l'effondrement du mouvement révolutionnaire italien sous les coups de la répression. Il appa-

rait aussi que la méthode de fonctionnement par commissions ait relancé d'une certaine manière le dynamisme de toute l'organisation et se soit révélé un instrument capable, à moyen terme, de réaliser un travail en profondeur.

Un congrès important donc, auquel la presse italienne a donné, pour la première fois, un certain relief, permettant ainsi aux compagnons de sortir du ghetto du folklore où on voulait les enfermer. Profitant de l'occasion offerte, le groupe local, très actif et efficace tout au long du congrès, avec l'aide des libertaires de la région, a organisé un programme culturel s'échelonnant du jeudi 21 au lundi 25 avril et comprenant des soirées-débats ayant pour thèmes :

- Quelle opposition au pacte social et à la trahison des centrales syndicales ;
 - Quelle lutte antimilitariste face à la politique des institutions ;
 - Anarchisme et radicalisme ;
 - La stratégie des anarchistes dans la situation politique actuelle ;
 - Auto-organisation et solidarité de classe en Europe.
- A ce dernier meeting centré tout particulièrement sur la solidarité internationale des travailleurs ont participé des représentants des Fédération anarchistes française et ibérique, ainsi que le Belge Roger Noël qui a fait le point sur l'état des luttes actuelles et sur les potentialités libertaires du mouvement en Pologne.

L'ensemble de ces réunions a remporté un franc succès, réunissant chaque soir pas moins d'une centaine de personnes dans une des villes les plus « rouges » d'Italie.

Un succès, donc, remporté par les organisateurs et une expérience à renouveler.

Le délégué de la FA française

Motion de congrès

La F.A.I. et le monde du travail

L E XVI^e congrès de la FAI, tenu à Reggio Emilia les 23, 24 et 25 avril 1983, face à l'attaque antiprolétarienne avancée par l'Etat et par les capitalismes public et privé (et soutenus par le système des partis et des organisations syndicales), renouvelle son engagement pour la défense des intérêts et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de toutes les couches prolétariennes, et cela dans la perspective d'une transformation communiste et libertaire de la société.

Le congrès dénonce la politique interclassiste et cogestionnaire des partis de la prétendue gauche et de la confédération syndicale unifiée qui, par le biais de la loi sur l'emploi public, le pacte social du 22 janvier, les contrats nationaux de travail, a marqué un nouveau recul du mouvement ouvrier.

Il considère comme essentiel de développer, en dehors des organisations syndicales, des organismes et des coordinations locales, régionales, nationales qui interviennent sur le terrain de l'action directe, de l'assemblée générale, de l'unité et de l'autonomie de classe et de l'autogestion des luttes.

Il considère les tentatives de reconstruction d'une organisation de masse autogestionnaire réalisées en dehors d'une réelle pratique d'action directe comme étant étrangère à toute réelle pratique autogestionnaire et anti-autoritaire ; ces tentatives, au-delà de la bonne volonté des intéressés, sont destinées de toute façon à échouer parce que sans liaison directe avec le monde du travail.

Enfin, le XVI^e congrès de la FAI décide de soutenir toutes ces organisations (non titulaires, cheminots, personnels hospitaliers, etc) et toutes les luttes anti-bureaucratiques et anti-capitalistes, indépendantes et autogérées.

Dans ce but, le XVI^e congrès de la FAI donne comme mandat à la Commission « Monde du travail » d'affronter (au moyen de colloques d'étude et de travail, de campagnes de mobilisation et d'initiatives de propagande), toutes les problématiques concernant le monde du travail et les luttes sociales.

100 000 F POUR RADIO-LIBERTAIRE

RADIO-Libertaire est censurée par un gouvernement qui nous saoule de liberté, de pluralité. Mais ses belles conceptions ne s'appliquent pas à nous, anarchistes, qui sommes « un courant authentique de la vie politique française et de son patrimoine intellectuel », dit Georges Fillioud, en juillet 82.

Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot. Et ensemble nous allons continuer à défendre ce que nous avons toujours défendu : la liberté d'expression.

Notre souscription est de 37 700 F. N'oublions pas que nous avons commandé notre émetteur.

Nous avons besoin de vous. Souscrivez massivement. Notre avenir en dépend. Une situation nouvelle s'impose à nous, sachons être à la hauteur. Souscrivez, libellez vos chèques à l'ordre de DMC et envoyez-les à Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

Amitiés libertaires
Nelly

Pour la défense de Radio-Libertaire

LA lutte pour le maintien de Radio-Libertaire sur 89,5 MHz nécessite le concours de tous. Restez à l'écoute de notre station et tenez-vous prêts à soutenir et à participer à toutes les actions que les militants de la Fédération anarchiste et les animateurs de Radio-Libertaire vont organiser dans les prochains jours. Actions qui culmineront avec un grand rassemblement à la fin du mois de mai.

- D'ores et déjà, vous pouvez, vous devez nous soutenir :
- des affiches, des autocollants, des pétitions sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e, ouverte du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h.
 - téléphonez et envoyez des télégrammes ou des lettres à :
 - M. Pierre Mauroy, 57, rue de Varennes, Paris-7^e, tél. 556.80.00 ;
 - Mme Michèle Cotta, 100, avenue Poincaré, Paris-16^e, tél. 501.58.88.
- Texte unique : « Radio-Libertaire continue sur 89,5 MHz ».
- envoyez-nous les accusés de réception de vos lettres et télégrammes (Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e) ;
 - posez la question de l'interdiction de Radio-Libertaire à tous les militants du PS que vous connaissez ;
 - diffusez largement l'information autour de vous (quartier, entreprise, etc.).

Si jamais, sur 89,5 MHz, vous n'entendez plus Radio-Libertaire, téléphonez au 262.90.51 (numéro du studio) et s'il ne répond plus appelez le 805.34.08 (numéro du siège social).

En ce moment crucial du combat de Radio-Libertaire, votre soutien financier est évidemment très important. Tous ensemble, en avant pour la défense de la liberté d'expression. Radio-Libertaire, la voix sans maître, ne cessera pas d'émettre.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

Radio-Libertaire
à la Foire
de Paris

FIN 82, Radio-Libertaire reçoit de la Foire de Paris une invitation pour y tenir un stand. Le 6 mai 83, la Haute Autorité de l'audiovisuel croit supprimer par un bout de papier la voix sans maître de la bande FM.

Jeudi 12 mai, six animateurs et animatrices de Radio-Libertaire décident de monter le stand proposé quelques mois plus tôt. Bien évidemment, plus personne ne nous attendait, et notre volonté de transformer la sonorisation générale en stand de Radio-Libertaire n'a pas été du goût de tout le monde. Bref, malgré tout, entre 9 h 45 et 11 h 15, les badauds incroyables compriment pourquoy vigiles et casqués « protégeaient » les animateurs de Radio-Libertaire de la foule qui voulait un badge, un t-shirt ou encore une carte d'auditeur... A 11 h 15, d'un commun accord, nous avons décidé de transporter le stand au poste de police du 15^e arrondissement de Paris. Un dialogue en direct à l'antenne de Radio-Libertaire a pu s'établir avec des auditeurs qui passaient à une matinée inoccupée. Certains parlent déjà d'une symbiose entre les fréquences de la police et la bande 88/104 MHz !

Ah ! j'allais oublier : à 11 h 15, avant que je parte au Salon des Vins, des auditeurs venaient nous voir, alertés par leur radio préférée (89,5 MHz) ; de plus, une paranoïa aiguë saisit le commissaire de la foire qui a vu des animateurs partout et a dû renforcer la surveillance des stands de la Pologne, de l'URSS, de l'Argentine, de l'Afrique du Sud, etc.

Une animatrice qui passait par là, par hasard.

Le front des radios libres

DU 12 JANVIER...
AU 10 MAI 1983...

A l'heure où ces lignes sont écrites, Radio-Libertaire émet toujours, et à ce moment précis, je peux écouter une émission consacrée à Pierre-Joseph Proudhon. Mais simultanément nous venons de recevoir une lettre nous intimant l'ordre de cesser d'émettre ! Comment en est-on arrivé là ?

Le 12 janvier 1983, la Haute Autorité de l'audiovisuel convoque simultanément Fréquence Gaie et Radio-Libertaire et exige (déjà ?) que ces deux radios se regroupent. Stupeur des partenaires malgré eux qui refusent cette proposition inraisonnable. Devant notre attitude, la HAA abandonne son projet, mais réécive le 28 janvier en proposant à Radio-Libertaire de se regrouper avec Canal 89.

Qui était cette radio Canal 89, totalement inconnue (et qui l'est encore pratiquement aujourd'hui) ? Nous nous renseignons et découvrons qu'il s'agit d'un regroupement créé à l'initiative de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), de la Ligue française de l'enseignement et de la Fédération des clubs Léo-Lagrange. Excusez du peu ! Un regroupement avec ces mouvements là la fois financièrement puissants et politiquement proches du pouvoir était lui aussi impensable (voir les ML du mois de février). De cette période, il faut retenir trois éléments :

- Radio-Libertaire est le seul regroupement auquel on a proposé deux fois la fusion avec un autre regroupement ;
- Canal 89 a refusé de prendre position publiquement ;
- l'organisation du rassem-

blement à Beaubourg, le 12 février.

Depuis cette date, le combat pour l'existence de Radio-Libertaire est surtout passé par les escarmouches avec un voisinage insupportable : Paris-Fréquence-Montparnasse et Radio-Classic, problèmes non encore résolus à ce jour.

Après la phase de latence due aux municipales et aux vacances de Pâques, les événements se précipitent.

Le jeudi 5 mai à 17 h, au cours d'un colloque organisé par la Sorbonne sur l'Europe, Georges Fillioud déclare : « Dans quinze jours, le plan de fréquences de région parisienne sera diffusé ». Le lendemain 6 mai, ce plan est communiqué par la HAA. On y retrouve les mêmes que sur le communiqué du 1^{er} février, à trois différences près : Radio-Solidarność est regroupée avec Canal 89, Radio-Verte et Radio-Libertaire disparaissent.

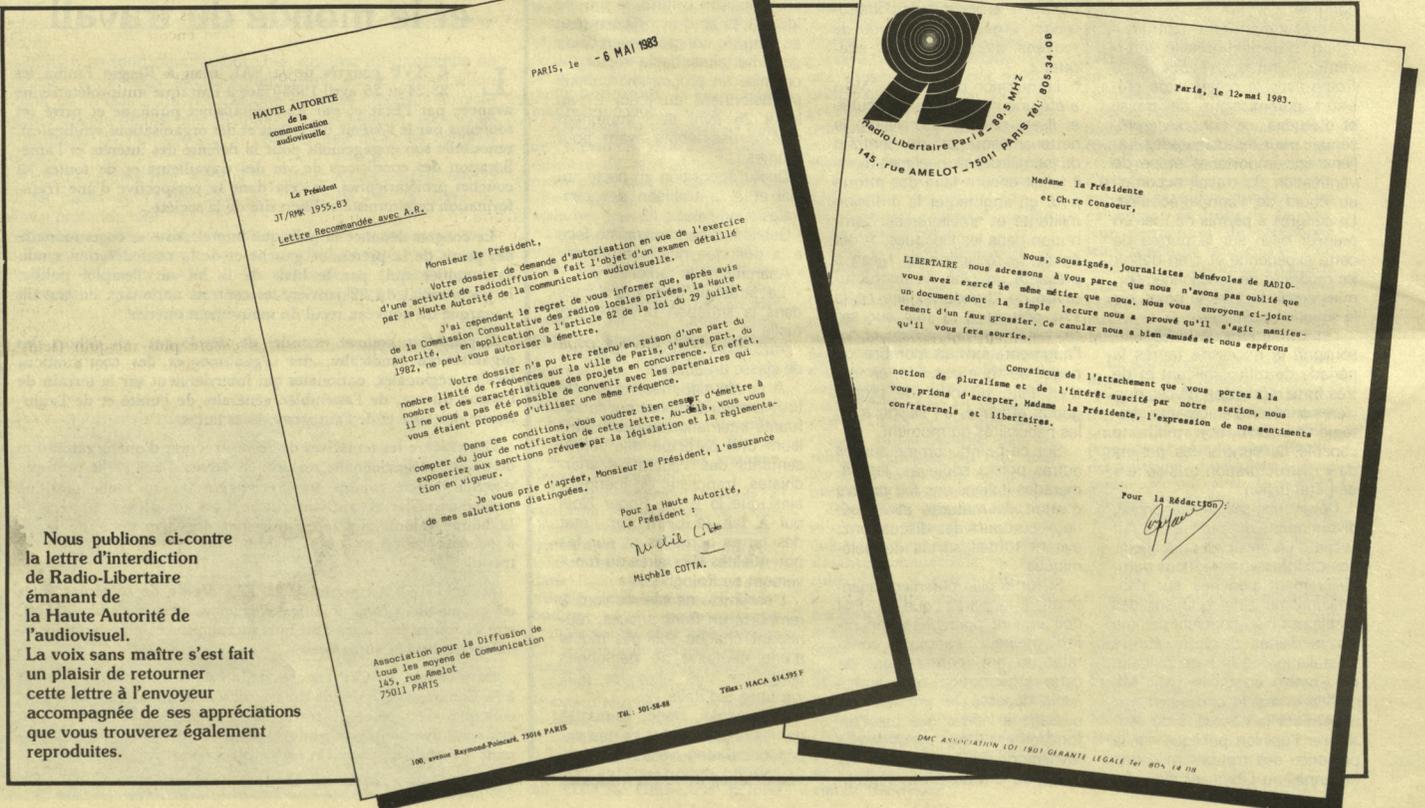
Le 10 mai (symbole, quand tu nous tiens !), une lettre arrive au siège social de Radio-Libertaire nous enjoignant l'ordre de cesser d'émettre à partir du 11 mai.

Une seule réponse : Radio-Libertaire vivra !

Pour le secrétariat
Yves Peyraud

Post-scriptum n° 1 : il est prévu que NRJ émette sur 89,4 MHz.

Post-scriptum n° 2 : Fréquence Gaie et Canal 89 sont légalement autorisées, mais pas Radio-Libertaire, ce qui démontre que l'interdiction de notre station a des raisons essentiellement politiques.



Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 18 mai : « A bâtons rompus » (15-17 h) : l'analyse transactionnelle.
- Les raisons de la colère (19-20 h) : Mujeres libres.
- Cérémonie 1984 » (22-24 h) : le CAIRN (coopératives d'artistes). La video artistique dans le nouveau circuit de distribution.
- Jeudi 19 mai : « La vie d'artiste » (16-18 h) : avec Paul Castanier (ex-pianiste de Léo Ferré) et Françoise Travellet, auteur du livre : *Dis donc Ferré*.
- Si vis Pacem » (18 h 30-19 h) : animé par l'Union pacifiste de France. Thème abordé : les ventes d'armes.
- L'invité quotidien » (20-22 h) : Gérard Conte sur « La commune dans le 13^e ».
- Vendredi 20 mai : « La bourse et la vie » (10-12 h) : logement, vos droits.
- Le Fou parle » (12-14 h) : avec Cardon (dessinateur) et Konopnicki (écrivain).
- Le magazine » (14-18 h) : avec, à 16 h, Michèle Bernard.
- L'invité quotidien » (20-22 h) : la Ligue des droits de l'homme. L'invasion de la nouvelle droite dans les organismes officiels.
- je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : avec la revue *Unfinitude*; angeline, les poètes élémentaires.
- Samedi 21 mai : « Croissant show » (9-12 h) : sur l'alcoolisme. (19-21 h) : les lieux d'exposition différents.
- Paris banlieue blues » (22-24 h) : retransmission en différé et intégralement du concert de Léo Ferré à Orsay.
- Dimanche 22 mai : « Ici Dieu, à vos Paris » (10-12 h) : avec la Libre Pensée : pourquoi l'anticléricalisme ?
- Lundi 23 mai : sur Radio-Libertaria, « L'encre noire de l'Histoire » (19-22 h) : los comuneros de Castilla.
- Mardi 24 mai : « La mémoire sociale » (10-12 h) : la vie et l'œuvre de Proudhon. (12-14 h) : les éditions Biciphale.
- Pas d'armée à l'école » (18-18 h 30) : le point sur la lutte contre les accords Henu/Savary.
- Allo maman bobo » (19-20 h) : l'œil et sa rééducation (méthode Bates) par des membres de *L'Impatient*.
- Mercredi 25 mai : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les femmes et le travail.
- L'invité quotidien » (20-22 h) : Gérard. Pour une ethnologie libertaire ; connaître et continuer l'œuvre de Pierre Clastres.
- Jeudi 26 : « Si vis pacem » (18-18 h 30) : animé par l'Union pacifiste de France : la reconversion des usines d'armement.

RADIO-LIBERTARIA 89,5 MHz

radio libre en lengua castellana
agrupada con Radio-Libertaire-Paris,
Radio-Liberté, Radio-Esperanto

LES émissions de Radio-Libertaria le samedi après-midi se décomposent comme suit :

- de 14 h à 14 h 45 : le groupe libertaire chilien Pedro Nolasco Arratia vous informe en langue française sur la situation politique et sociale en Amérique du Sud et centrale ;
- de 14 h 45 à 15 h 30 : les mêmes compagnons, le même sujet, mais cette fois en espagnol (ces deux premières émissions de Radio-Libertaria feront l'objet, bientôt, d'une présentation spéciale) ;
- de 15 h 30 à 18 h : les militants de la CNTE UR de l'extérieur prennent le micro.

Radio-Libertaria, autorisée par le gouvernement puisque son dossier ne sera étudié qu'en juin, prend des tons différents selon les événements et les équipes. Lors du VI^e congrès de la Confédération nationale du travail espagnole (organisation anarcho-syndicaliste), par exemple, les motions étaient commentées par des compagnons qui avaient participé au débat.

A côté de ces problèmes sociaux, on parle aussi de musique et de chanteurs, et, de toutes façons, les propos tenus sont agrémentés de « chanson vivante » d'Espagne.

Nous nous proposons donc de faire passer, à l'encontre des déontologues à la sauce Niedergang, qui ignoraient la CNT quand elle organisait ses meetings monstres de 1976 et de 1977 (de vingt mille à deux cent mille personnes), qui ignorent toujours aujourd'hui quand elle sort unie de son VI^e congrès sur des bases révolutionnaires, et qui veulent peindre l'Espagne d'un beau rose avec un PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), une UGT (Union générale du travail) socialiste et forte, des Commissions ouvrières (syndicat communiste) combattives, peindre l'Espagne du

même rose que celui de la France, en calquant les syndicats sur les syndicats verticaux français.

- Sur Radio-Libertaire nous disons que :
 - PSOE = PE (les adjectifs « socialiste » et « ouvrier » étant en trop) ;
 - la droite espagnole que l'on dit s'apparenter au RPR et à l'UDF, c'est plutôt le PFN, et qu'il faut que le monde le sache ;
 - les syndicats « représentatifs » espagnols jouent le même rôle d'intégration qu'en France pour faire passer l'austérité ;
 - les Commissions ouvrières (où êtes-vous, M. Niedergang ?) sont loin d'être le plus grand syndicat (malgré le sursaut du 1^{er} Mai) ;
 - les travailleurs espagnols luttent contre le pouvoir sur leur lieu de travail avec la CNT et qu'ils combattent le monopole des ondes en créant des radios d'expression libertaire.

Et cette « chanson vivante » d'Espagne, nous voulons la faire connaître. Nous entendons bien trop souvent Julio Iglesias et ces musiques espagnoles « exotiques » du style *Y viva España* (chant de la Phalange espagnole) sur les radios officielles et locales privées, pour qu'avec plaisir nous vous invitons à écouter, venant de toute l'Espagne, Paco Ibañez, El Cabrero, Luis Llach, J. Carbonell, J.A. Laborteda, Miguel Rios, Serrat, Ramoncin, etc., ainsi que des chants traditionnels des cultures d'Espagne.

Alors voilà, l'Etat n'a pas demandé à Radio-Libertaria d'arrêter d'émettre, mais de ne pas commencer avant juin, période à laquelle son dossier sera étudié.

Nous avons commencé à émettre il y a plus d'un an ; nous continuons donc sur 89,5 MHz dans le regroupement Radio-Libertaire, pour la liberté d'expression.

L'équipe de Radio-Libertaria

L'ENCRE noire de l'Histoire, c'est un titre bilingue pour une émission quelquefois en français, quelquefois bilingue.

L'Encre noire de l'Histoire, les lundis, de 18 h à 22 h, c'est l'extension logique des émissions du samedi après-midi sur Radio-Libertaria.

Après une première heure d'émission consacrée à la chanson française et espagnole, dosage parfois exécuté grâce à l'adjonction de musique classique, commencent les informations traitées selon l'humeur du jour. Nous sommes dans le même créneau que Radio-Libertaria du samedi. Nous donnons des informations et commentons les événements du monde, en laissant une grande place pour l'Espagne, l'Amérique latine, et aux actualités sociales : manifestation anti-raciste à Chatenay-Malabry, Renault en grève (reportages de l'union locale CNT de Choisy), le VI^e congrès de la CNTE, le 1^{er} Mai 1983, etc.

Une structure volontairement souple fait que L'Encre noire peut aborder des thèmes d'histoire : témoignages en direct ou retranscrits de la révolution espagnole et de l'exil, une série de six émissions consacrées au congrès de la CNTE, etc., ou bien encore un magazine littéraire et/ou musical. Des moments privilégiés ont été accordés à Jorge Luis Borges, Federico Garcia Lorca, A. Yupanqui, Luis Llach, Manuel de Falla, Albeniz, Serrat, entre autres, en essayant de présenter aux auditeurs parisiens un aspect des cultures des peuples d'Espagne et d'Amérique latine dégagé du commerce et de l'exotisme.

Alors, en attendant de faire des émissions en duplex avec les radios libertaires d'Espagne, confrontées à un monopole encore plus mesquin (seuls les quotidiens ont droit à une radio FM), Radio-Libertaria vous attend tous les lundis, sur 89,5 MHz.

L'équipe de Radio-Libertaria

SPECTACLES



• L'association Chanson vivante, dont le but est de promouvoir la bonne chanson, et ce à travers la découverte de chanteurs locaux et régionaux, organise du 3 au 12 juin une semaine culturelle. Voici le programme de cette semaine qui se déroulera au CREP des Lices, avenue des Lices, à Toulon.

- Vendredi 3 juin : « chansons de femmes », avec Joëlle, Solange Paquereau, Amarene, Malo Albertini.
- Lundi 6 juin : Michel Solal, Meille (chanteur libertaire, à ne pas manquer).
- Mardi 7 juin : Robert Gaillot, Jacques Hansen sit Julos Beaucarne.
- Mercredi 8 juin : « chansons méditerranée », avec : A Spalluzzer (Corse), chants du Maghreb, musiques d'Occitanie, chansons populaires d'Italie.
- Vendredi 10 juin : Patrick Fischmann, Pierre Delorme.
- Samedi 11 juin : Lionel Salmon, Michèle Bernard.
- Dimanche 12 juin (15 h) : scène ouverte : des chansons plein les poches avec : Michel Costagutto, Didier Blanc, Gilles Sinibaldi, Raymond.

Tous ces spectacles ont lieu à 20 h 30. Une semaine à ne pas manquer. Contact : (94) 91.08.70.

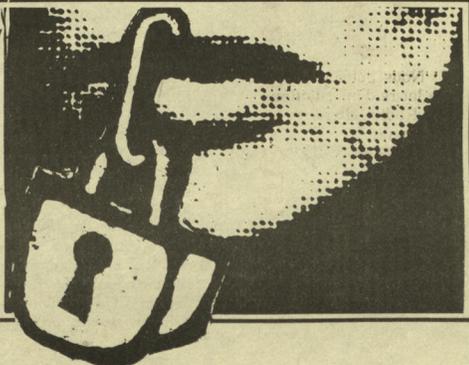
• Léo Ferré sera le 19 mai au Palais des congrès de Parthenay, le 24 mai à la Salle des fêtes de Rodez, le 25 mai au théâtre de Bergerac, le 26 mai à la Salle des fêtes de Cahors.

• Jacques Florencie chante Bruant, Couté, Appolinaire, Verlaine... au Lucernaire (53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e) jusqu'au 31 mai inclus, à 22 h.

• Dans le cadre du festival Gaston Couté : animation à La Vieille Grille (café-théâtre se trouvant 1, rue du Puits de l'Hermitte, Paris-5^e, tél. : 580.95.49), le vendredi 27 et le samedi 28 mai, à 20 h 30.

**RADIO LIBERTAIRE,
INTERDITE
PAR LE POUVOIR,
CONTINUE
D'ÉMETTRE
SUR 89,5 MHz**

SUR PARIS ET PROCHE RÉGION



DE POUJADE À PINOCHET...

LES classes moyennes sont en ébullition. Depuis un certain 10 mai, nous avons vu toutes sortes de gens en colère arpenter l'asphalte de nos cités, souvent des manifestants portant cravates et costumes trois pièces qui semblaient goûter avec délice au parfum sauvage des démonstrations de rue : cadres, médecins, notaires, entrepreneurs, commerçants. Et, ces temps-ci, les défilés se sont multipliés, réunissant au coude à coude petits patrons, BOF, bouchers, cafetiers-limonadiers, artisans.

Le monde de la petite entreprise et de la boutique se dresse contre le fisc et ses contrôles, contre l'augmentation des charges, contre les mesures de la direction générale de la concurrence et de la consommation sanctionnant des hausses de prix abusives. D'autre part, *Le Monde* a rappelé que « ce mouvement de protestation concerne plus d'un millions d'entreprises (bouchers, poissonniers, cafetiers, maçons) qui emploient environ six millions de salariés ». Ce sont des secteurs où les salaires sont parmi les plus bas. Les augmentations du SMIC et la cinquième semaine de congés ont, bien entendu, beaucoup irrité ces messieurs-dames...

Dans la hiérarchie des fortunes

L'ensemble de ces corporations subit, c'est certain, les effets de la crise, mais de façon très inégale. Le récent rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) indique que les revenus des garagistes, des pharmaciens et des com-

merces de l'alimentation (sauf les boulangers) ont augmenté en 1981 et 1982, mais ceux des branches appartenant au bâtiment ont diminué. Il faut souligner que tous ces revenus sont en réalité fort mal connus et que le CERC doit appliquer au « bénéfice déclaré moyen » un coefficient pour déterminer le « bénéfice estimé moyen ». La majoration ainsi obtenue est de 26% pour l'ensemble des professions industrielles, commerciales et libérales, mais elle atteint on dépasse 50% pour certains commerces.

La sous-estimation des revenus des non-salariés, d'autant plus forte que ceux-ci sont élevés, n'a pas facilité la tâche du CERC pour dresser un tableau montrant la répartition du patrimoine selon les catégories sociales (biens mobiliers et immobiliers, terres, disponibilités monétaires, placements, etc.). Les chiffres du CERC prouvent que le patrimoine des industriels et gros commerçants est seize fois plus important que celui des ouvriers, treize fois plus que celui des employés. Le patrimoine des petits commerçants et artisans est égal à six fois celui des ouvriers, cinq fois celui des employés, plus que les cadres moyens et supérieurs. Il s'agit de moyennes bien sûr.

Certes, dans la hiérarchie des richesses, ces catégories sociales sont encore loin du haut de l'échelle puisque, toujours selon le CERC l'inégalité des fortunes va de 1 à 1 000 en France. Là encore il ne s'agit que de moyennes et l'écart est bien plus grand entre les plus riches et les plus pauvres. Il n'en de-

meure pas moins que, pour la plupart, petits entrepreneurs et boutiquiers sont très nettement privilégiés par rapport à la grande majorité des salariés.

Et c'est bien ce qui détermine leur comportement et leurs options politiques. Il ne faut certes pas mettre tout le monde dans le même sac, le petit épicer du quartier, proche de sa clientèle populaire, et le patron boucher du centre ville qui gagne plus qu'un cadre supérieur, ni l'artisan dans sa modeste échoppe et le propriétaire d'une PME, petit exploitateur qui engrange de ne pas grossir plus vite et qui voit rouge dès qu'il aperçoit l'ombre d'un inspecteur du travail...

Bien entendu, les dirigeants patronaux tentent de rallier à leurs panaches et à leurs banderoles même les plus modestes parmi les commerçants et artisans, alors qu'en réalité les intérêts respectifs sont pour le moins fort dissemblables. Il est piquant de rappeler que depuis plus de vingt ans des dizaines de milliers de commerces ont disparu là où se sont implantées les grandes surfaces et que les dirigeants des trusts de la distribution siègent au CNPF dont on connaît les liens avec la CGPME de M. Bernasconi...

Fascinés par Chirac

Petits entrepreneurs et commerçants constituent (avec une partie de la paysannerie) les gros bataillons électoraux des partis conservateurs. Pour l'instant, ils sont fascinés par Chirac. Ils exhalent leur rancoeur à l'égard d'un pouvoir à qui ils reprochent d'être celui

des « profs barbus ». S'ils détestent les intellectuels, ils expriment aussi leur hostilité aux revendications ouvrières. Ils forment une remarquable caisse de résonance pour les campagnes racistes, pour l'agitation sur les thèmes de la sécurité et du rétablissement de la peine de mort. Une aggravation de la crise et des tensions sociales pourrait les inciter à regarder toujours plus à droite et à opérer leur jonction avec les troupes du pétainiste Gérard Deuil appuyées par ces commandos aux cheveux ras qui scandent : « On a eu Allende, on aura Mitterrand ! » ou encore « Tuons, tuons les communistes ! »

Des analogies troublantes

L'histoire ne se répète pas, dit-on. En tout cas, même si les situations diffèrent profondément, il faut se garder d'en oublier les leçons. Le fascisme n'est pas un accident historique, ce n'est pas non plus l'antithèse de la démocratie. Il représente pour les classes dirigeantes une autre façon de gouverner qu'elles gardent toujours en réserve.

C'est en propageant très rapidement leur idéologie dans une grande partie des classes moyennes que les fascistes italiens et les nazis, qui n'étaient que des groupuscules, purent instaurer leur dictature, face à des partis ouvriers totalement incapables de dresser un barrage. Dans l'Allemagne des années vingt, ravagée par la crise économique et une monstrueuse inflation, il fallut trouver des boucs émissaires. Le parti nazi les désigna à la vindicte des

foules : les juifs. Aujourd'hui, les arabes... Décidément, il y a des analogies troublantes.

Il ne s'agit pas de dramatiser mais, répétons-le, de conserver en mémoire certains enseignements. Dans leur livre sur juin 36, Danos et Gibelin expliquent que pour ne pas effrayer les classes moyennes, pour ne pas les rejeter « vers la droite, et finalement vers le fascisme », le Front populaire n'avait eu d'autre souci que d'endiguer les luttes ouvrières, « maintenir l'ordre social traditionnel, assurer la reprise du travail ». La suite est connue et, pour reprendre l'expression des deux auteurs « se juge à ses résultats ». Danos et Gibelin pensent, au contraire, qu'avec « un véritable programme de rénovation » et « une action décidée, s'attaquant aux racines du mal qui mine notre société », la classe ouvrière aurait pu entraîner avec elle les classes moyennes. C'est sans aucun doute encore vrai aujourd'hui pour une partie d'entre elles, les intellectuels, les techniciens, mais aussi les plus modestes des commerçants et artisans qui vivent exclusivement de leur travail. Mais une transformation sociale ne pourra se faire qu'en s'opposant aux profiteurs, à tous ceux qui exploitent le travail salarié, quelle que soit la taille de leurs entreprises. Ce ne sont pas les concessions, ni les compromissions, qui pourraient arrêter la marche vers le fascisme, mais comme l'affirment Danos et Gibelin, « une action décidée ».

S. BASSON

CGT, CFDT, FO :
pour une autre démarche syndicale ?

« LES aspirations des travailleurs, leur émancipation, avaient trouvé dans la CFDT une organisation indispensable. Les débats et la pratique CFDT, notamment par les actions directement prises en charge par les intéressés eux-mêmes, ouvraient des perspectives concrètes sur le socialisme, perspectives totalement bouchées par ailleurs par des années d'hégémonies social-démocrates et léninistes. [...] Tout ce qui faisait l'immense richesse de la CFDT, tout ce qui faisait avancer significativement le mouvement ouvrier dans le sens de ses intérêts de classe est remis gravement en cause. » Ainsi s'exprimaient dans un texte interne en 1977 des militants de la CFDT qui s'inquiétaient de voir les acquis de l'après-68 remis en question. Juste avant, il y avait eu les Assises pour le socialisme. Cette initiative, prise aux plus hauts niveaux de l'organisation syndicale, a permis le développement progressif d'une position renversant les priorités et mettant la stratégie de la CFDT à la remorque de celle des partis politiques. En bref, le syndicalisme c'était bien, mais il y avait autre chose qui lui faisait prendre « toute sa valeur » : c'était le relais politique. Tout en s'en défendant, Maire et compagnie reprenaient à leur compte le credo de Lénine : « Les ouvriers ne peuvent par eux-mêmes qu'atteindre à une vague conscience syndicaliste. » Le syndicat étant une sorte d'école maternelle, pleine de bons sentiments, mais ne débouchant sur rien sans la houlette bienfaisante d'un parti politique. Restons-en là et examinons ce qui se passe en ce moment dans cette ère de bonheur rêvée depuis longtemps par les stratégies politiques de la CFDT.

Depuis longtemps les déclarations publiques d'Edmond Maire ne reflètent pas des opinions discutées et élaborées au sein des structures syndicales... Quand par exemple le secrétaire de la CFDT accorde une interview au *Matin* et que ce quotidien titre à la une : « Maire : voilà ce qu'il faut faire », qui parle, et au nom de quels intérêts ? Une fois de plus, on y voit le dirigeant syndical regretter que le gouvernement décide l'austérité tout seul et propose « une méthode pour lutter contre le chômage et favoriser les investissements productifs ». Une couleuvre de plus pour les militants syndicalistes de la CFDT qui ne s'y retrouvent plus du tout dans des orientations décidées en « haut lieu » sans qu'aucun débat n'intervienne dans l'élaboration de ce qui engage toute la CFDT.

Côté CGT, si l'on parle plus de lutte de classes, si le ton est à l'anti-rigueur, est-ce que les orientations sont fondamentalement

différentes de la CFDT, ou l'on ne semble viser qu'à être « l'anesthésiste de la chirurgie de gouvernement et du patronat » ?

Dans une interview à *L'Humanité*, Henri Krasucki affirme qu'il est « urgent de corriger les défauts afin de bâtir la CGT d'aujourd'hui ». Il en appelle entre autres à un « syndicalisme banal », c'est-à-dire centré sur l'entreprise, sur les problèmes quotidiens. C'est le b.a. ba du syndicalisme... Pourquoi diable un secrétaire confédéral le rappelle-t-il ? Il est vrai qu'il fait aussi dans cette interview une sorte de mea culpa puisqu'il affirme que la bureaucratie existe à la CGT et qu'elle est nuisible. Curieuse cette attitude qui consiste à dire que le syndiqué « c'est quelqu'un », quand on a entendu dire que l'important c'est la ligne politique et que l'individu doit se soumettre ! La réponse semble nous être donnée dans *L'Humanité* du lundi 9 mai où Ségué nous donne une leçon d'histoire : Mai 68, c'est la CGT, un point c'est tout ! Restons-en là de la teneur de ce document et demandons-nous : pourquoi maintenant ? Ségué n'était-il pas souffrant, à la retraite anticipée, donc incapable de mener à bien la destinée de la CGT ? De mauvais esprits pensent que si Ségué réapparaît sur la scène, c'est aussi que les critiques sur Krasucki baissent leur plein... d'où les déclarations non-triumpalistes de ce dernier. A savoir si les syndiqués de base vont trouver leur compte dans ces divergences au plus haut sommet ?

S'il faut en croire *Le Canard enchaîné*, l'automne sera chaud à la rentrée syndicale de septembre où la base ne pourra plus être contenue. En effet, Krasucki, Maire, Bergeron et Pommateau avaient, chacun avec leur langage, dit à Jospin que le plan Delors n'était pas supportable. L'unité syndicale est-elle en marche avec un large accord sur ce point ?

On attend toujours un semblant d'unité syndicale dans la riposte face à l'austérité gouvernementale... Pour être objectif, il faut dire aussi que parmi les travailleurs syndiqués ou non, le « dos rond » semble être une attitude assez courante. Face à cette démobilitation, il existe certes des exemples de luttes, des points de ralliement. Mais tout ne se résoud pas par de bons slogans à un moment déterminé. Le militantisme quotidien a aussi son importance tant pour le syndicalisme que l'anarcho-syndicalisme. Et un rapport de forces ne s'improvise pas, il se bâtit, jour après jour !

Jean-Pierre GERMAIN